



Veille européenne

Bulletin n°13 : Mars 2017

Sommaire

FISCALITE	5
G20	5
21 mars 2017 – Conseil, formation Affaires économiques (EcoFin)	5
○ Discussion	5
PANAMA PAPERS	5
14 mars 2017 – Parlement européen	5
○ Etude	5
6 mars 2017 – Commission parlementaire d’enquête sur l’évasion fiscale (PANA)	5
○ Audition publique	5
SEMESTRE EUROPEEN 2017	5
21 mars 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)	5
○ Echange de vues	5
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)	6
21 mars 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)	6
○ Echange de vues	6
DOUBLE IMPOSITION	6
2 mars 2017 - Commission des Affaires économiques et monétaires (ECON)	6
○ Projet de rapport	6
DONNEES PERSONNELLES	7
ACCORD SUR L’ECHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD) .	7
31 mars 2017 - Commissaire à la Justice	7
○ Déplacement aux États-Unis	7
24 mars 2017 - Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)	7

○ Adoption d'une résolution	7
13 mars 2017 – Vice-Président au Numérique	7
○ Rencontre.....	7
3 mars 2017 – Commissaire à la Justice	7
○ Interview	7
2 mars 2017 – Société civile	8
○ Lettres.....	8
REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES	8
31 mars 2017 - Cnil	8
○ Programme 2017.....	8
17 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande	8
○ Juge.....	8
6 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande	8
○ Défense européenne.....	8
6 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande	9
○ Défense américaine.....	9
LIBRE CIRCULATION DES DONNEES	9
30 mars 2017 – Parlementaires européens	9
○ Lettre ouverte.....	9
10 mars 2017 – France	9
○ Dialogue structuré.....	9
BIG DATA	9
14 mars 2017 – Parlement européen	9
○ Adoption.....	9
MARCHE INTERIEUR	11
NUMERISATION DE L'INDUSTRIE	11

23 mars 2017 – Commission européenne	11
○ Journée du numérique	11
DROIT DES AFFAIRES	11
22 mars 2017 – Commissions parlementaires Juridique et Sociale (JURI et EMPL)	11
○ Audition publique.....	11
22 mars 2017 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI)	11
○ Examen des amendements	11
6 mars 2017 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI)	11
○ Amendements	11
COMPETITIVITE	12
17 mars 2017 – Commission européenne	12
○ Discours	12
3 mars 2017 – BusinessEurope	12
○ Baromètre des réformes	12
ACTIONNARIAT	12
24 mars 2017 - Parti populaire européen (PPE)	12
○ Communiqué de presse.....	12
14 mars 2017 – Parlement européen	13
○ Adoption d’un rapport	13
EMPLOI	14
NUMERISATION	14
23 mars 2017 – Vice-président en charge du Numérique	14
○ Discours	14
TRAVAILLEURS DETACHES	14
23 mars 2017 – Commissions de l’Emploi (EMPL)	14
○ Examen des amendements	14

22 mars 2017 – Parlement européen	14
○ Note	14
19 mars 2017 - Commissaire à l'Emploi et aux affaires sociales	14
○ Interview	14
15 mars 2017 – Candidats à l'élection présidentielle française	15
○ Positions	15
15 mars 2017 – Syndicats français	15
○ Positions	15
3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi	15
○ Débat.....	15
2 mars 2017 – Présidence du Conseil	16
○ Projet de compromis.....	16
STRATEGIE POUR LES COMPETENCES	16
6 mars 2017 – Commissions de l'Emploi et de la Culture (EMPL et CULT)	16
○ Publication du projet de rapport.....	16
3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi	16
○ Conclusions.....	16
ANALYSE DE L'EMPLOI ET DE LA SITUATION SOCIALE	16
15 mars 2017 – Parlement européen	16
○ Etude	16
8 mars 2017 – Institutions européennes	17
○ Sommet social tripartite.....	17
3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi	17
○ Echange de vues.....	17

FISCALITE

G20

21 mars 2017 – Conseil, formation Affaires économiques (EcoFin)

- Discussion

La présidence maltaise du Conseil de l'UE et la Commission européenne ont fait un rapport aux ministres de l'Economie sur la réunion entre les gouverneurs des banques centrales et les ministres des Finances du G20 des 17 et 18 mars. Au cours de cette assemblée du G20, les ministres des Finances ont discuté de fiscalité et de lutte contre le blanchiment d'argent. Une prochaine réunion sur le même format aura lieu les 20 et 21 avril, avant la réunion du G20 prévue en juillet.

PANAMA PAPERS

14 mars 2017 – Parlement européen

- Etude

Le service en charge des Affaires économiques et scientifiques du Parlement a publié une [étude](#) sur le rôle des centres offshore dans l'optimisation et l'évasion fiscales qui révèle que ces deux phénomènes vont souvent de pair. L'étude expose les techniques et les lieux du blanchiment d'argent. Elle préconise une réglementation européenne sur la question avec une approche différenciée par groupe d'Etats. Comme première étape, elle recommande un encadrement des centres offshore.

6 mars 2017 – Commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale (PANA)

- Audition publique

La commission parlementaire d'enquête sur l'évasion fiscale a procédé à la troisième partie de son audition publique sur le rôle des avocats, des comptables et des banquiers dans les Panama Papers. Cette audition s'est concentrée sur l'évaluation des dispositions françaises et suisses de lutte contre l'évasion fiscale et sur les pouvoirs conférés aux autorités de lutte contre le blanchiment d'argent de ces deux pays. La prochaine réunion de la commission est fixée au 6 avril.

SEMESTRE EUROPEEN 2017

21 mars 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)

- Echange de vues

Les ministres de l'Economie ont discuté des moyens de favoriser la mise en œuvre des recommandations que la Commission a faites aux Etats dans le cadre de son examen semestriel des politiques économiques nationales. Après avoir souligné le manque de mise en œuvre des mesures visant à favoriser l'environnement des entreprises, ils ont parlé du rôle de l'administration publique, de l'accès au financement et de la réglementation des marchés de produit. Le prochain Conseil EcoFin aura lieu le 23 mai.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

21 mars 2017 – Conseil, formation des Affaires économiques (EcoFin)

- Echange de vues

Les ministres de l'Economie ont procédé à un échange de vues sur une [proposition de directive](#) publiée en décembre 2016 qui permettrait aux Etats membres d'inverser la responsabilité du paiement de la TVA du fournisseur au client, ce qui déroge aux principes généraux du système de TVA. L'objectif de ce texte est d'appliquer ce système de façon temporaire en attendant que les institutions européennes adoptent les propositions sur un système de TVA définitif que la Commission prévoit de publier à l'automne. Le débat a porté sur le champ d'application de la directive, sur les critères et sur la durée de cette dérogation. La proposition doit être adoptée à l'unanimité des Etats après consultation du Parlement. Le prochain Conseil EcoFin aura lieu le 23 mai.

DOUBLE IMPOSITION

2 mars 2017 - Commission des Affaires économiques et monétaires (ECON)

- Projet de rapport

Le libéral allemand Michael Theurer a publié un [projet de rapport](#) sur les mécanismes de règlement des différends en matière de double imposition dans l'UE. La proposition de directive élargit le champ d'application de la [convention d'arbitrage](#) de l'UE de 1990 relative à l'élimination de la double imposition à toutes les situations transfrontières où les revenus des sociétés sont soumis à une double imposition. Elle prévoit un délai pour régler le différend et une obligation explicite de résultat pour les Etats membres. Les situations de double non-imposition, de faute intentionnelle ou de négligence grave sont exclues. Le Parlement est seulement consulté sur ce dossier qui relève de la fiscalité. La prochaine réunion de la commission aura lieu le 10 avril.

DONNEES PERSONNELLES

ACCORD SUR L'ÉCHANGE DE DONNEES COMMERCIALES (PRIVACY SHIELD)

31 mars 2017 - Commissaire à la Justice

- Déplacement aux États-Unis

A l'occasion de son déplacement aux États-Unis, la commissaire en charge de la Justice Vera Jourova a prononcé un [discours](#) sur les défis liés aux transferts de données entre l'UE et les États-Unis au Centre d'études stratégiques et internationales de Washington. La commissaire s'est réjouie de la mise en œuvre sur le terrain par les entreprises de l'accord transatlantique sur le flux de données. Elle a aussi rappelé les conditions réglementaires et institutionnelles que doivent respecter les États-Unis pour continuer à garantir ce succès. De retour en Europe, la commissaire s'est déclarée satisfaite des assurances données par ses homologues américains quant à l'importance du Privacy Shield. La première révision annuelle de cet accord est prévue en septembre 2017.

24 mars 2017 - Commission parlementaire des Libertés civiles (LIBE)

- Adoption d'une résolution

Les eurodéputés de la commission des Libertés civiles ont adopté une [résolution](#) sur le Privacy Shield par 29 voix pour et 25 contre. La résolution reconnaît que l'accord transatlantique sur les flux de données constitue un progrès par rapport au Safe Harbour mais elle déplore le manque d'indépendance du médiateur américain, l'insuffisance des mécanismes de recours pour les Européens et la faiblesse juridique des engagements américains. Cette résolution sera mise aux voix en séance plénière du Parlement le 6 avril.

13 mars 2017 – Vice-Président au Numérique

- Rencontre

A l'occasion de son déplacement aux États-Unis, le Vice-Président de la Commission européenne Andrus Ansip a rencontré le nouveau secrétaire d'État au Commerce, Wilbur Ross. Ce dernier lui a affirmé que le gouvernement des États-Unis n'a pas l'intention de modifier la directive présidentielle 28 qui est le fondement de l'accord transatlantique sur le flux de données. Signée par Barack Obama, cette directive protège, dans une certaine mesure, les données personnelles étrangères en limitant l'accès des services de surveillance américains à ces données.

3 mars 2017 – Commissaire à la Justice

- Interview

Dans une [interview](#) pour Bloomberg, la commissaire en charge de la Justice Vera Jourova a expliqué qu'elle espérait ne pas avoir à suspendre le Privacy Shield à la suite des propos tenus par le Président Trump mais qu'elle n'hésitera pas à le faire si nécessaire. Elle a déclaré que les enjeux étaient trop grands et que des changements majeurs du côté américain pousseraient la Commission à réagir. Elle se rendra à Washington fin mars pour demander des garanties à ses homologues américains.

2 mars 2017 – Société civile

- Lettres

Plusieurs associations de défense des droits ont écrit à la commissaire en charge de la Justice Vera Jourova. La [lettre](#) de Human Rights Watch et de l'American Civil Liberties Union demandent à la Commission de réexaminer, à la lumière des actions de Donald Trump, le niveau de protection des données assuré par le Privacy Shield. [Celle](#) de 17 organisations numériques, dont European Digital Rights, Access Now et la Quadrature du net, veut qu'elle s'assure que les États-Unis réforment substantiellement leurs lois de surveillance cette année.

REGLEMENT GENERAL SUR LES DONNEES PERSONNELLES

31 mars 2017 - Cnil

- Programme 2017

A l'occasion de la présentation de son [programme](#) de travail pour 2017 qui est axé sur trois thématiques (la confidentialité des données de santé traitées par les sociétés d'assurance, les fichiers de renseignement et les télévisions connectées), la Cnil a rappelé qu'elle continue de se préparer à la mise en application du Règlement général sur les données personnelles prévue pour mai 2018. Celui-ci prévoit une coopération renforcée entre les Cnil européennes et des amendes beaucoup plus élevées qui peuvent atteindre jusqu'à 4% du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise sanctionnée.

AFFAIRE MAX SCHREMS CONTRE FACEBOOK

17 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande

- Juge

Les audiences, qui ont duré 21 jours, ont permis à toutes les parties d'être entendues à Dublin. La juge a cependant décidé de réunir d'autres éléments avant de prononcer son jugement (« reserved judgement »). Aucune date n'a pour l'instant été annoncée.

6 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande

- Défense européenne

Devant la Haute Cour d'Irlande, l'avocat de Max Schrems a expliqué que le régime de protection des données européennes outre-Atlantique n'a aucune base légale car il n'y a pas de critère objectif limitant la possibilité pour les pouvoirs publics américains, en particulier les services de surveillance, d'accéder à ces données. L'article de [l'Irish Times](#).

6 mars 2017 – Haute Cour d'Irlande

- Défense américaine

Devant la Haute Cour d'Irlande, l'avocat du gouvernement américain, qui est entendu en tant qu'amicus curiae, [a assuré](#) que les États-Unis ont un système efficace de protection des données personnelles des Européens. La veille, elle avait demandé à la Cour de ne pas envoyer l'affaire devant la Cour de justice européenne, comme le demande l'autorité irlandaise de protection des données.

LIBRE CIRCULATION DES DONNEES

30 mars 2017 – Parlementaires européens

- Lettre ouverte

Le rapporteur du règlement général sur la protection des données, l'Allemand vert Jan Philip Albrecht, et l'ancienne Commissaire à la Justice, la Luxembourgeoise de centre-droit Viviane Reding, ont co-écrit une [tribune](#) dans le journal Politico sur la protection des données. Ils enjoignent la Commission à promouvoir le modèle européen de normes élevées de protection des données à l'international et ils prônent une troisième voie européenne en matière de flux transfrontaliers des données, qui se distinguerait des voies américaines (dénoncée comme la libre circulation absolue des données) et chinoise (qui obligerait la localisation des données sur le territoire national).

10 mars 2017 – France

- Dialogue structuré

Alors que le dialogue structuré sur la libre circulation des données entre la Commission et les États membres a commencé fin février, la France reste opposée à une législation mais elle est favorable à un dialogue entre les États si des points particuliers sont identifiés. Elle essaie ainsi de convaincre ses homologues d'aller vers un système de certification valable dans toute l'UE. A ce stade, l'Italie et l'Espagne pourraient soutenir cette idée.

BIG DATA

14 mars 2017 – Parlement européen

- Adoption

Les eurodéputés ont adopté en plénière, par 561 voix en faveur, 71 contre et 49 abstentions, le [rapport](#) non législatif sur le big data et ses implications pour les droits fondamentaux rédigé par la socialiste portugaise Ana Gomes. Ce rapport demande aux entreprises davantage de transparence lorsqu'elles développent des modèles de big data. Les eurodéputés appellent également la Commission, les États membres et les autorités de protection des données à agir contre les discriminations liées aux algorithmes qui proposent aux consommateurs des tarifs différents en fonction des données récoltées sur leurs activités en ligne.

MARCHE INTERIEUR

NUMERISATION DE L'INDUSTRIE

23 mars 2017 – Commission européenne

- Journée du numérique

A l'occasion des célébrations du 60e anniversaire du Traité de Rome, la Commission a organisé une réunion des ministres de l'Industrie et du Numérique pour renforcer la coopération entre États membres dans la transformation numérique de la société et des entreprises. La réunion était centrée sur la compétitivité industrielle et la dimension sociale de la numérisation. Le vice-président pour le Numérique Andrus Ansip a souligné dans son [discours](#) d'ouverture que le défi était de transformer le marché intérieur physique en un marché numérique. La Commission a notamment [créé](#) une plateforme afin que les Etats échangent des bonnes pratiques sur leurs initiatives nationales de numérisation de l'industrie et afin de discuter d'un éventuel encadrement législatif.

DROIT DES AFFAIRES

22 mars 2017 – Commissions parlementaires Juridique et Sociale (JURI et EMPL)

- Audition publique

Les eurodéputés des commissions des Affaires juridiques et des Affaires sociales ont interrogé des représentants académiques et professionnels sur le concept de statut européen pour les entreprises sociales et basées sur la solidarité. L'objectif était d'alimenter la rédaction du projet de rapport non législatif dont sont en charge le Tchèque de gauche radicale Jiří Maštálka et l'Autrichien de centre droit Heinz Becker. Si le rapport est adopté en séance plénière, le Parlement pourra demander à la Commission de soumettre une proposition législative sur le sujet.

22 mars 2017 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI)

- Examen des amendements

Les députés de la commission des Affaires juridiques ont examiné les amendements qu'ils ont déposés sur le projet de rapport non législatif sur les fusions et scissions transfrontalières du social-démocrate italien Enrico Gasbarra. Le libéral français Jean-Marie Cavada a notamment déposé plusieurs amendements qui biffent les références aux sociétés européennes dans le rapport. Le vote en commission est prévu le 3 mai 2017.

6 mars 2017 – Commission parlementaire des Affaires juridiques (JURI)

- Amendements

Les députés de la commission des Affaires juridiques ont déposé [66 amendements](#) sur le projet de rapport non législatif sur les fusions et scissions transfrontalières du social-démocrate italien Enrico Gasbarra. Le Parlement s'est autosaisi de ce sujet en amont de la révision en 2017 de la [directive](#) de 2005 sur les fusions transfrontalières. Le rapporteur a déposé plusieurs amendements visant à sauvegarder les droits d'information et de consultation des travailleurs, dont un demandant à la Commission de proposer une directive sur des standards européens de participation des travailleurs aux conseils d'administration des SE. Les députés examinent ces amendements le 22 mars.

COMPETITIVITE

17 mars 2017 – Commission européenne

- Discours

Lors de la conférence organisée à La Valette par la présidence maltaise sur le transfert d'entreprises, la commissaire en charge de l'Industrie Elzbieta Bienkowska a fait un [discours](#) en faveur d'une politique fiscale qui accompagnerait ces transferts et d'un environnement réglementaire et administratif approprié. Elle a révélé que chaque année, les transferts ratés touchaient 150 000 entreprises et étaient responsables de la perte de 600 000 emplois, majoritairement au sein des microentreprises. La Commission a rédigé un guide pratique pour sensibiliser les entreprises au transfert ainsi que des normes fondées sur le marché de qualité pour les plateformes en ligne de vente et achat. Le défi le plus important selon la commissaire est d'assurer la disponibilité des moyens financiers pour les transferts.

3 mars 2017 – BusinessEurope

- Baromètre des réformes

La fédération des grandes entreprises européennes a publié son [baromètre](#) annuel de réformes par pays. Elle constate que seulement 17% des recommandations faites par le Conseil aux États ont été adoptées en 2016, ce qui est encore plus faible qu'en 2014 et 2015. Elle révèle également que les coûts pour la création d'entreprises sont bien supérieurs à ceux des États-Unis, que l'investissement européen en matière de R&D est faible et que le « fardeau fiscal » est 50 % plus élevé en Europe qu'outre-Atlantique. La fédération appelle notamment à mieux gérer les dépenses publiques pour les mettre au service de la croissance.

ACTIONNARIAT

24 mars 2017 - Parti populaire européen (PPE)

- Communiqué de presse

Le président du groupe de centre droit Manfred Weber et neuf eurodéputés membres de la commission du Commerce international [demandent](#) à la Commission de publier une proposition législative pour créer un comité européen de surveillance, d'enquête et de contrôle des investissements directs à

l'étranger dans les entreprises européennes. A la suite du rachat du fabricant allemand de robots Kuka par une entreprise chinoise en août 2016, les ministres de l'Economie allemand, français et italien avaient envoyé en février 2017 une [lettre](#) à la commissaire en charge du Commerce international Cécilia Malmström pour exprimer leur inquiétude sur l'asymétrie de l'accès entre l'UE et les pays tiers au capital des entreprises stratégiques d'industrie de pointe.

14 mars 2017 – Parlement européen

- Adoption d'un rapport

Le Parlement européen a [validé](#) à une large majorité le compromis trouvé avec le Conseil sur une proposition qui révisé la [directive](#) de 2007 sur les droits des actionnaires. Le nouveau texte promeut un engagement actif, transparent et à long terme des actionnaires et il introduit des dispositions en matière de rémunération des administrateurs, d'identification et de facilitation de l'exercice des droits des actionnaires ainsi que de transparence des investisseurs institutionnels, des gestionnaires d'actifs et des conseillers en vote. Il doit désormais être publié au journal officiel de l'UE.

EMPLOI

NUMERISATION

23 mars 2017 – Vice-président en charge du Numérique

- Discours

Lors de la journée européenne du Numérique, le Vice-président de la Commission en charge du Numérique Andrus Ansip a prononcé un [discours](#) lors du panel qui évaluait les conséquences de la numérisation sur les marchés de l'emploi. Il a rappelé que la numérisation modifie certains métiers mais permet également de créer de l'emploi. S'appuyant sur le fait que 40% de la main-d'œuvre européenne n'a pas les compétences numériques de base, le Vice-président a déploré l'absence d'une approche globale européenne en la matière.

TRAVAILLEURS DETACHES

23 mars 2017 – Commissions de l'Emploi (EMPL)

- Examen des amendements

Les eurodéputés de la commission de l'Emploi ont examiné les 523 amendements ([24 à 255](#) et [226 à 523](#)) qui ont été déposés sur le projet de rapport sur les travailleurs détachés rédigé par les co-rapporteuses, la députée de centre-droit française Elisabeth Morin-Chartier et la socialiste néerlandaise Agnes Jongerius. Le vote de la commission de l'Emploi est prévu pour le 12 juillet.

22 mars 2017 – Parlement européen

- Note

Le service de recherche du Parlement a rédigé une [note](#) sur le dumping social dans l'Union. Après avoir présenté les différentes définitions de ce concept, la note recense les différents types de dumping social et les secteurs concernés. Elle évalue également les dispositions de droit européen qui encadrent et limitent cette pratique, et elle met en avant certains problèmes liés à l'application de ces dispositions.

19 mars 2017 - Commissaire à l'Emploi et aux affaires sociales

- Interview

Dans le contexte de la controverse sur la clause Molière, la commissaire à l'Emploi Marianne Thyssen a donné une [interview](#) sur les travailleurs détachés au Parisien. Elle a affirmé que la suspension de l'application de la directive sur les travailleurs détachés autoriserait de nouveau le dumping social et

qu'elle se traduirait par l'ouverture d'une procédure d'infraction contre la France. Elle a en outre qualifié la clause Molière de « discrimination contraire à la législation européenne ».

15 mars 2017 – Candidats à l'élection présidentielle française

- Positions

Le journal franco-européen Contexte a publié un [article](#) qui analyse la position des candidats à l'élection présidentielle française sur le détachement des travailleurs qui concernait plus de 2 millions de personnes dans l'UE en 2015. Benoit Hamon se situe dans le sillage de François Hollande en demandant un salaire égal pour un travail égal dans un même lieu. C'est aussi le cas d'Emmanuel Macron qui veut limiter le détachement à 12 mois (le projet de directive actuel prévoit 24 mois). François Fillon souhaite renégocier la directive de fond en comble et menace de suspendre l'application de la directive si la négociation n'aboutit pas avant fin 2017. Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen veulent soumettre les travailleurs détachés aux charges sociales du pays d'accueil, une disposition qui relève de la directive sur la coordination des régimes de sécurité sociale et non de celle sur les travailleurs détachés.

15 mars 2017 – Syndicats français

- Positions

Les syndicats dénoncent l'adoption par certains présidents de région, dont celle de l'Île-de-France et de Rhône-Alpes-Auvergne, de la clause Molière qui requière des travailleurs détachés de parler français. Le président de la CGT, Philippe Martinez, a déploré « une clause purement électoraliste » qui suit les « traces du Front national » et le communiqué du syndicat dénonce une mesure « xénophobe et discriminatoire ». Une position partagée par la CFDT qui souligne « un faux problème » et pointe derrière cette clause la tentation « d'une préférence nationale ».

3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi

- Débat

Les ministres de l'Emploi ont débattu de la proposition de directive sur le détachement des travailleurs. La réunion a révélé les divergences persistantes entre les Etats qui réclament une application plus strictes des règles du détachement (en particulier la France, l'Italie, la Belgique) et ceux qui appellent à la complétion du marché unique (notamment la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie). La question de ce qui constitue une rémunération reste la plus délicate. L'objectif de la présidence maltaise est d'aboutir à un compromis entre les Etats d'ici la réunion des ministres de l'Emploi du 15 juin.

2 mars 2017 – Présidence du Conseil

- Projet de compromis

Un [projet de compromis](#) préparé pour le groupe de travail du Conseil de l'UE sur les questions sociales a été publié dans la presse. La présidence maltaise ajoute des droits nationaux supplémentaires applicables après 24 mois de détachement et d'exclure les règles de rupture de contrat de travail.

STRATEGIE POUR LES COMPETENCES

6 mars 2017 – Commissions de l'Emploi et de la Culture (EMPL et CULT)

- Publication du projet de rapport

Le [projet de rapport](#) du socialiste bulgare Momchil Nekov et de la libérale tchèque Martina Dlabajova a été publié. Il prévoit de mettre davantage l'accent sur le rôle de la formation formelle et informelle, des systèmes de formation professionnelle doubles et de l'apprentissage au travail. Il propose également de bâtir des liens plus explicites entre la stratégie pour les compétences et les recommandations semestrielles de la Commission aux Etats membres. Il recommande d'établir une année européenne pour la formation des adultes afin de renforcer la visibilité de ces compétences.

3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi

- Conclusions

Les ministres de l'Emploi ont adopté des [conclusions](#) en vue de renforcer les compétences dans l'UE. Elles appellent notamment les Etats à continuer leurs efforts afin de combattre la discrimination de genre, la ségrégation et les stéréotypes dans l'éducation, la formation et le suivi des carrières, ainsi que de combattre les emplois précaires. Elles sont fondées sur une [analyse](#) réalisée par l'Institut européen de l'égalité entre les hommes et les femmes.

ANALYSE DE L'EMPLOI ET DE LA SITUATION SOCIALE

15 mars 2017 – Parlement européen

- Etude

Les services de recherche du Parlement européen ont publié une [étude](#) sur le risque de précarité dans l'Union, qui rassemble les résultats d'un sondage sur les conditions de l'emploi entre 2010 et 2015. Les contrats à temps partiel marginal, les contrats fixes et les contrats d'indépendants présentent un degré de précarité moyen. Les travailleurs les plus à risque sont les intérimaires et les travailleurs temporaires. Cette étude émane d'une demande de la commission de l'Emploi du Parlement.

8 mars 2017 – Institutions européennes

- Sommet social tripartite

A l'occasion du sommet social tripartite, dont le thème est « Le futur de l'UE : Tracer la voie vers la croissance, l'emploi et l'équité », le Président du Conseil européen, Donal Tusk, a déclaré que l'anniversaire des 60 ans du traité de Rome est l'occasion de déterminer la direction de l'UE pour la prochaine décennie. Le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a salué l'accord des partenaires sociaux sur le vieillissement actif et l'approche intergénérationnelle. Le représentant des syndicats a demandé à l'Union de redoubler d'effort pour créer des emplois de qualité et encourager les négociations collectives. La représentante des industries a appelé à une politique industrielle ambitieuse, à des services publics performants et à un plan d'action en faveur des PME.

3 mars 2017 – Conseil, formation Emploi

- Echange de vues

Les ministres de l'Emploi ont procédé à un échange de vues sur l'application par les Etats des recommandations pays par pays émises par la Commission et sur les moyens de renforcer l'accès au marché du travail. Ils ont souligné que la situation de l'emploi s'améliore doucement dans l'UE (le taux de chômage de fin 2016 était le plus faible depuis 2009) et que le taux de chômage des jeunes et des chômeurs de longue durée diminue. Néanmoins, ces tendances ne sont pas uniformes dans l'UE. Les ministres ont adopté le [rapport conjoint sur l'emploi](#) qui présente annuellement un panorama des développements en matière d'emploi dans l'UE.